

# Bouleversement démographique

David E. Bloom

**Le monde va devoir affronter la croissance démographique, le vieillissement, les migrations et l'urbanisation**

L'HUMANITÉ est aux prises avec les forces du changement démographique. Les plus visibles sont l'essor démographique dans certains pays en développement, la proportion croissante d'adolescents et de jeunes adultes dans d'autres, l'allongement de l'espérance de vie et le vieillissement généralisé, l'urbanisation et les migrations internationales.

Autant de redoutables phénomènes qui menacent la croissance économique, la stabilité des finances publiques, la qualité de l'environnement, la sécurité et le bien-être.

Cela dit, aucun n'est insurmontable si les décideurs publics et privés agissent ensemble, résolument et sans tarder pour réformer les retraites, définir une politique d'immigration mondiale, fournir des contraceptifs à des millions de femmes et continuer d'améliorer les taux de survie infantile et le traitement des maladies chroniques.

## La population mondiale s'accroît

L'histoire de l'humanité a été marquée par une croissance démographique très lente et il a fallu attendre le début du XIX<sup>e</sup> siècle et les années 20 pour que la population mondiale atteigne respectivement 1 milliard puis 2 milliards d'individus. Cependant, durant le siècle

écoulé, la population a augmenté beaucoup plus vite : 3 milliards d'habitants en 1960 puis 7 milliards en 2011.

Au début de 2016, le monde comptait 7,4 milliards d'habitants auxquels s'ajouteront 83 millions d'ici la fin de l'année (différence entre 140 millions de naissances et 57 millions de décès). Selon la projection moyenne de la Division de la population de l'ONU (DPNU), qui suppose que la fécondité suit ses tendances historiques, la population mondiale dépassera 8 milliards en 2024, 9 milliards en 2038 et 10 milliards en 2056 (ce qui reviendrait à ajouter la Chine et l'Inde à la population actuelle).

Certes, ces projections comportent des incertitudes. Selon la projection basse de la DPNU (fécondité inférieure d'un demi-enfant), la population mondiale n'atteindra 8 milliards qu'en 2026, tandis que selon la projection haute (fécondité supérieure d'un demi-enfant), elle atteindra ce niveau en 2022. Mais en tout état de cause, la croissance démographique dessine une trajectoire sans précédent dans l'histoire (graphique 1).

Dans les 40 ans à venir, la croissance démographique se concentrera à 99 % dans les régions moins développées — Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie (hors Japon), Mélanésie, Micronésie et Polynésie. L'Afrique

abrite aujourd'hui un sixième de la population mondiale, mais elle captera 54 % de la croissance démographique mondiale d'ici 2050. Sa population devrait avoir rattrapé celle des régions les plus développées (Amérique du Nord — Canada et États-Unis principalement —, Australie, Europe et Nouvelle-Zélande) en 2018 et avoir presque doublé en 2050.

D'autres évolutions notables sont attendues d'ici le milieu des années 2050 :

- L'Inde sera en 2022 le pays le plus peuplé devant la Chine;
- Le Nigéria comptera 400 millions d'habitants, plus de deux fois plus qu'aujourd'hui, et sera le 3<sup>e</sup> pays le plus peuplé devant le Brésil, les États-Unis, l'Indonésie et le Pakistan;
- La population diminuera de 10 % en Russie et augmentera à un rythme légèrement inférieur à la moyenne mondiale de 32 % au Mexique, si bien que ces deux pays céderont leur place, dans la liste des 10 pays les plus peuplés, à la République démocratique du Congo (+153 %) et à l'Éthiopie (+90 %);
- Dans 18 pays — notamment en Europe de l'Est, y compris la Russie — la population diminuera de 10 % ou plus, tandis que dans 30 autres — principalement en Afrique subsaharienne — elle sera au moins multipliée par deux.

Cet essor démographique pose de sérieux défis, dont la nécessité d'intégrer de nombreux individus dans le marché du travail et de les doter du capital humain (éducation de qualité, formation et santé) dont ils auront besoin pour être productifs. Les pays devront aussi créer le capital physique et les infrastructures nécessaires pour soutenir l'emploi sous peine de souffrances massives, d'instabilité et de conflits politiques, sociaux et économiques fréquents. Un creusement des inégalités entre les pays pourrait aussi décourager la coopération internationale et arrêter, voire inverser, le processus de mondialisation, lequel peut encore nettement élever le niveau de vie dans le monde. De plus, une forte croissance démographique pèse sur les écosystèmes et les ressources naturelles en menaçant la sécurité d'approvisionnement en aliments, en énergie et en eau, en favorisant la dégradation de la qualité de l'environnement

au plan local et mondial et en compromettant les perspectives de correction et d'adaptation.

Selon les estimations, entre 2010 et 2030, il faudra créer pas moins de 734 millions d'emplois pour accompagner la croissance démographique et l'évolution potentielle des taux de participation et atteindre un taux de chômage maximum de 4 % pour les adultes et de 8 % pour les jeunes.

### Où vit-on ?

La croissance démographique de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a entraîné une densification de la population, avec des variations considérables d'une région et d'un pays à l'autre. Alors qu'en 1950, on comptait 1,5 habitant au km<sup>2</sup> en Océanie et 45 en Asie, ces chiffres sont respectivement de 5 et 142 aujourd'hui.

Le centre de gravité de la population mondiale continue de se déplacer vers les régions en développement, et des zones rurales vers les zones urbaines, sous l'effet conjugué des migrations, de la hausse de la natalité et de la baisse de la mortalité en zone urbaine et de l'urbanisation des zones rurales. Plus de la moitié des individus dans le monde vivent aujourd'hui en ville, contre 30 % en 1950, et ils seront probablement deux tiers en 2050 (graphique 2). L'Afrique est la région la moins urbanisée (40 %, soit la moitié du taux constaté en Amérique latine et aux Caraïbes, la région en développement la plus urbanisée). En Asie, 50 % de la population vivra en zone urbaine dans les prochaines années (graphique 2).

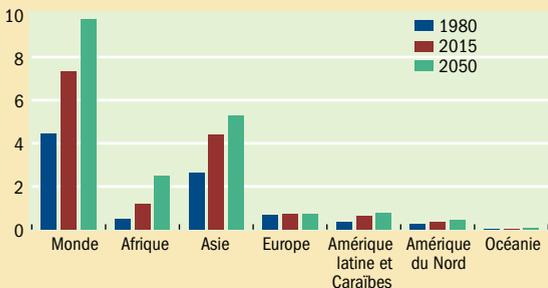
En 1975, le monde comptait 4 mégapoles (agglomérations de plus de 10 millions d'habitants); aujourd'hui il en compte 29. Elles accueillent 471 millions d'habitants — 12 % de la population urbaine mondiale et 6 % de la population mondiale totale. L'ONU a récemment créé le concept de «métapoles», agglomérations de plus de 20 millions d'habitants. Il en existait huit en 2015 : Tokyo en tête avec 38 millions d'habitants (plus que la population du Canada), suivie de Delhi (26 millions d'habitants, plus que la population de l'Australie) et de Shanghai,

Graphique 1

### En progression

La population mondiale devrait enregistrer une croissance soutenue d'ici 2050, tirée par l'Afrique et l'Asie. Dans les autres régions, la croissance sera lente, voire inexistante.

(population, milliards d'habitants)



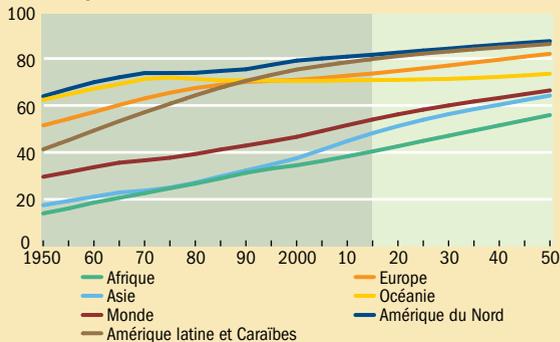
Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2015).

Graphique 2

### Exode rural

Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des régions urbaines; en 2050 la proportion sera de deux tiers.

(pourcentage de la population urbaine)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2014).

Note : Les chiffres postérieurs à 2015 sont des projections.

São Paulo, Mumbai, Mexico, Beijing et Osaka. Dhaka, Karachi, Lagos et Le Caire devraient les rejoindre en 2025.

Les implications de ces distributions spatiales suscitent de vifs débats. Alors que certains soulignent les bienfaits économiques des concentrations urbaines, tels qu'une main-d'œuvre abondante et de vastes marchés de biens et de services, d'autres insistent sur les pressions qu'exercent des populations urbaines denses sur le sol, l'air et les ressources aquatiques, la consommation disproportionnée de combustibles fossiles, les émissions de gaz à effet de serre ou le fait que plus d'un milliard d'individus vivent dans des bidonvilles des plus sordides.

### Dynamique de la population

En dépit de ces chiffres, le rythme de la croissance démographique a récemment commencé à ralentir. La population mondiale croît de 1,08 % par an, elle double donc tous les 64 ans. Ce rythme est inférieur au pic de 2,06 % enregistré en 1965–70, qui représentait un doublement tous les 34 ans. L'Afrique connaît la croissance la plus forte, à 2,44 % (doublement tous les 28 ans) et l'Europe la plus faible, à 0,04 % (doublement tous les 173 ans). La croissance démographique globale décélère et cette tendance devrait se maintenir dans toutes les régions. À l'échelle mondiale, elle devrait être deux fois moins vive d'ici 2050.

Les démographes décrivent souvent la dynamique de la croissance par un modèle de «transition démographique», qui désigne le passage d'un régime à fécondité et mortalité élevées à un régime à fécondité et mortalité faibles, caractérisé notamment par le fait que la baisse de la mortalité précède celle de la fécondité, ce qui entraîne une phase de croissance démographique.

**Mortalité.** Le nombre annuel de décès pour 1.000 habitants recule régulièrement, de 19,2 en 1950–55 à 7,8 aujourd'hui, sous l'effet du développement et de la généralisation des vaccins, des progrès médicaux comme les antibiotiques et la thérapie de réhydratation par voie orale, d'une meilleure alimentation, de mesures de santé publique, dont l'amélioration de l'assainissement, une eau potable plus sûre et des moustiquaires imprégnées d'insecticide, d'une meilleure éducation (surtout des mères) et de l'amélioration des systèmes de santé et d'autres infrastructures. Ce recul représente un gain d'espérance de vie de 24 ans : de 47 ans en 1950–55 à 71 ans aujourd'hui. Sachant que presque tout au long de l'histoire de l'humanité, un nouveau-né vivait jusqu'à 30 ans environ, ce gain moyen d'espérance de vie de 9 heures par jour pendant 65 ans est une remarquable réussite — et les progrès continueront, car l'espérance de vie devrait atteindre 78 ans en 2050–55.

L'espérance de vie, très contrastée d'une région à l'autre, va de 61 ans en Afrique à 80 ans en Amérique du Nord, mais cet écart de presque 20 ans devrait se réduire dans les prochaines années. Grâce, notamment, au rattrapage économique et à la diffusion des technologies, l'Afrique devrait faire mieux que toutes les autres régions du point de vue des gains de santé relatifs et absolus.

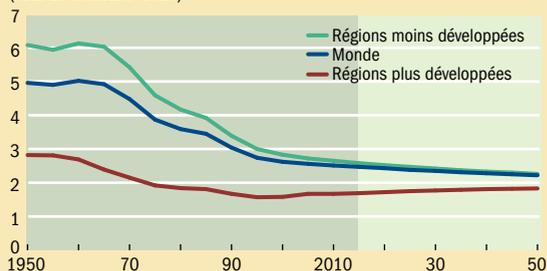
L'augmentation du taux de survie infantile est un facteur déterminant des gains d'espérance de vie. Les décès d'enfants de moins de 5 ans ont diminué de plus de 50 % à l'échelle mondiale entre 1990 et 2015, avec des améliorations observées dans toutes les régions, quoique proportionnellement moindres en

Graphique 3

### Moins d'enfants

En 1950 les femmes donnaient naissance à cinq enfants en moyenne. Aujourd'hui ce chiffre est de 2,5.

(taux de fécondité totale)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2015).

Note : L'ONU définit le taux de fécondité totale comme «le nombre moyen d'enfants qu'une cohorte hypothétique de femmes aurait à la fin de leur vie reproductive si elles étaient soumises, tout au long de leur vie, aux conditions de fécondité d'une période donnée et en l'absence de mortalité». Les régions plus développées comprennent l'Amérique du Nord, l'Australie, l'Europe, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Les régions moins développées comprennent l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie (hors Japon), la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie. Les chiffres postérieurs à 2015 sont des projections.

Afrique subsaharienne et en Océanie. Les décès d'enfants les plus nombreux en valeur absolue ont eu lieu en Inde et au Nigéria, qui représentaient ensemble 20 % de la population mondiale et 23 % des naissances — mais 33 % des décès d'enfants. Les naissances prématurées, les pneumonies, les complications du travail et de l'accouchement, la diarrhée et le paludisme sont les principales causes de mortalité infantile, la sous-nutrition étant un cofacteur important.

Malgré des améliorations majeures du taux de survie, plus de 16.000 enfants de moins de 5 ans sont morts chaque jour en 2015. La plupart de ces décès étaient dus à des maladies et à des causes que l'on sait éviter ou traiter par des interventions abordables.

**Fécondité.** La baisse de la fécondité est un autre aspect remarquable de l'évolution démographique : alors qu'une femme avait en moyenne 5 enfants en 1950, elle en a 2,5 aujourd'hui (graphique 3). Le taux de fécondité varie fortement d'une région à l'autre — de 1,6 en Europe à 4,6 en Afrique —, mais plus encore d'un pays à l'autre. Il est de 7,6 au Niger, de 6,4 en Somalie, de 6,1 au Mali et au Tchad et de 6 en Angola, mais de 1,2 à Singapour et de 1,3 en Bosnie-Herzégovine, en Corée du Sud, en Grèce, en Espagne, au Moldova et au Portugal. La moitié environ de la population mondiale vit dans des pays où le taux de fécondité est inférieur au taux de remplacement à long terme, qui est de près de 2,1 enfants par femme.

Dans les pays en développement, l'amélioration du taux de survie infantile joue un rôle décisif dans la baisse de la fécondité, qui résulte du constat qu'il faut moins de naissances pour atteindre la taille de la famille ciblée; les progrès éducatifs et l'élévation du revenu diminuent aussi le nombre d'enfants souhaité. À son tour, une fécondité plus basse favorise l'amélioration du taux de survie infantile, car elle a des effets positifs sur la santé maternelle et permet d'allouer plus de ressources à chaque enfant.

La contraception est un autre facteur important de la baisse de la fécondité. Parmi les femmes de 15 à 49 ans vivant avec un partenaire masculin (mariées ou non), le taux global de contraceptifs modernes est de 57 %, les principales méthodes étant la stérilisation féminine (utilisée par 19 % du groupe d'âge dans le monde), les dispositifs intra-utérins (14 %), les contraceptifs oraux (9 %), les préservatifs masculins (8 %) et les injectables (5 %). Parmi les autres 43 % de femmes, deux cinquièmes environ ont un besoin non satisfait de planning familial, c'est-à-dire qu'elles sont fertiles, sexuellement actives et souhaitent reporter leur première grossesse ou ne pas avoir d'enfants, mais n'utilisent pas de méthode de contraception moderne. Ce chiffre tombe à environ un quart si on tient compte des méthodes traditionnelles comme la méthode Ogino et le retrait. En Afrique, le besoin non satisfait de contraception et les taux de fécondité sont très supérieurs à la moyenne mondiale.

*Migrations internationales.* Après les naissances et les décès, les migrations internationales sont le dernier facteur d'évolution démographique. Seulement 3,3 % de la population mondiale, soit 244 millions de personnes, vivent dans un pays qui n'est pas celui de leur naissance. L'Europe et l'Amérique du Nord accueillent 15 % de la population mondiale, mais plus de la moitié des migrants internationaux. Les États-Unis concentrent près de 20 % des migrants internationaux, suivis de l'Allemagne

## Alors qu'une femme avait en moyenne 5 enfants en 1950, elle en a 2,5 aujourd'hui.

et de la Russie, avec 5 % chacun. Les principaux pays d'émigration sont l'Inde (16 millions), le Mexique (12 millions), la Russie (11 millions) et la Chine (10 millions). Les migrants internationaux sont principalement des personnes en âge de travailler et se répartissent également entre les deux sexes.

Bien qu'une des plus importantes migrations de masse intercontinentales de l'histoire récente se soit produite en 2015 — l'exode de plus d'un million de Syriens vers l'Europe — les obstacles économiques et institutionnels à l'immigration restent importants, tout comme l'opposition sociale et politique dans de nombreux pays avancés. Or, l'immigration ouvre des perspectives considérables, non seulement pour les migrants eux-mêmes, mais aussi pour les pays d'origine et d'accueil. Plusieurs facteurs doivent toutefois jouer pour que ces perspectives puissent se matérialiser, et notamment des politiques d'intégration dans les pays d'accueil. De nombreux pays d'origine s'opposent aussi à la migration, car elle les prive de ressources humaines critiques comme les médecins, les ingénieurs et les enseignants. Cependant, les envois de fonds ont un effet compensatoire non négligeable : on estime que les migrants ont envoyé 441 milliards de dollars dans les pays en développement en 2015, soit plus de trois fois le montant de l'aide publique au développement et environ deux tiers de l'investissement étranger direct dans les pays en développement. Ces fonds peuvent aussi très sensiblement atténuer la pauvreté

et promouvoir le développement social et économique par l'accumulation de capital physique et humain.

### Structure par âge

L'évolution de la population mondiale la plus importante concerne sans doute la structure par âge. Trois évolutions très prévisibles ressortent : diminution de la dépendance des jeunes (nombre d'enfants de moins de 15 ans rapporté à la population en âge de travailler de 15 à 64 ans), évolution du nombre d'adolescents et de jeunes adultes (15–24 ans) et proportion croissante de personnes âgées (60 ans et plus ou 65 ans et plus). Toutes sont liées aux tendances de la natalité et de la mortalité. Ainsi, la baisse de la mortalité au début de la transition démographique touche surtout les nourrissons et les enfants, ce qui amorce une génération de «baby-boomers» qui dure jusqu'à la baisse de la fécondité. Au fil du temps, cette génération vient successivement grossir les rangs (graphique 4) de la base (nourrissons et enfants), des sections intermédiaires (15–24 ans et 25–59 ans) et du sommet (60 ans et plus et 80 ans et plus). Une forte hausse de la natalité, comme celle qu'ont connue de nombreux pays après la Deuxième Guerre mondiale, modifie de même la structure par âge.

Les besoins et les capacités des individus varient considérablement au cours de la vie, ces phénomènes peuvent avoir des conséquences importantes. En effet, les enfants consomment davantage qu'ils ne produisent : ils absorbent beaucoup de ressources pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et la scolarité et, en général, ils ne travaillent pas. Les adultes, en revanche, contribuent plus qu'ils ne consomment, par leur travail et leur épargne, qui soutient l'accumulation de capital, tandis que la contribution nette des personnes âgées se situe entre les deux. En général, un individu travaille moins lorsqu'il atteint un âge avancé et épargne moins ou puise dans son épargne pour financer sa consommation lorsqu'il est à la retraite.

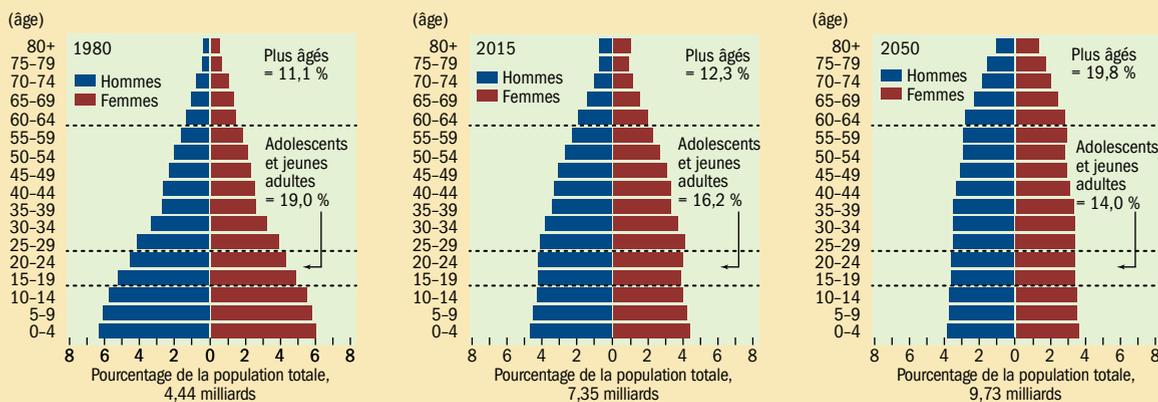
*Dividendes démographiques.* Les reconfigurations de la pyramide des âges peuvent favoriser la croissance économique en créant des conditions d'un dividende démographique — hausse du revenu par habitant liée à la baisse de la fécondité, qui réduit le poids de la dépendance économique des jeunes, accroît la proportion de travailleurs et d'épargnants et permet de réorienter les ressources des enfants vers la construction d'usines, les infrastructures et l'investissement dans l'éducation et la recherche-développement.

La baisse de la fécondité libère aussi les femmes de la procréation et de l'éducation des enfants, ce qui accroît la main-d'œuvre disponible. De même, l'augmentation du taux de survie des adultes et l'anticipation de retraites plus longues tendent à accroître l'épargne, surtout dans les pays où les politiques et les institutions dissuadent les individus de travailler après 60 ou 65 ans.

Le dividende démographique peut favoriser la croissance rapide du revenu et la réduction de la pauvreté. Il peut être mis à profit par des politiques et des programmes qui abaissent la mortalité des nourrissons et des enfants et accélèrent en encourageant la baisse de la fécondité — par exemple, en développant l'accès aux services de santé primaire et de santé reproductive et

## Vers le sommet de la pyramide

À mesure qu'elle vieillit, une vaste cohorte de jeunes grimpe la pyramide des âges pour atteindre son milieu, puis son sommet.



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2014).

à l'éducation des filles. Mais il n'est pas automatique, il dépend de facteurs économiques et juridiques comme la gouvernance, la gestion macroéconomique, la politique commerciale et les infrastructures, mais aussi de l'efficacité du marché du travail et des marchés financiers, et des taux d'investissement public et privé dans la santé, l'éducation et la formation.

Plusieurs pays ont bénéficié d'un dividende démographique ces dernières décennies, en particulier les tigres d'Asie de l'Est (RAS de Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan Province de Chine), qui ont très rapidement réduit leurs taux de natalité dans les années 60 et 70 et ont mis à profit cette période de répit grâce à des politiques éducatives et sanitaires judicieuses, une bonne gestion macroéconomique et des relations prudentes avec les pays de la région et du monde. Dans ces pays, plus de 2 points de croissance annuelle du revenu par habitant (à peu près un tiers du total) sont imputables à la baisse de la fécondité et à la forte hausse correspondante de la population en âge de travailler entre 1965 et 2000.

À l'opposé, les pays d'Afrique subsaharienne se sont beaucoup moins développés, car ils n'ont pas réussi à échapper au poids écrasant de la dépendance des jeunes et de l'explosion démographique. Les ratios élevés de dépendance dans une grande partie de l'Afrique laissent à penser qu'une baisse de la fécondité peut avoir un effet très positif sur la croissance économique.

En Asie du Sud, où les taux de fécondité ont déjà beaucoup baissé, le dividende démographique est une perspective bien plus proche et dépendra en grande partie de l'investissement en capital humain et des créations d'emplois.

*Fluctuations de la masse de jeunes.* Le bien-être économique à long terme est étroitement lié à l'expérience à court terme des adolescents et des jeunes adultes. Outre leur nombre, les compétences et les habitudes des jeunes, mais aussi leur vitalité et leurs attentes, en font un puissant agent de progrès social et économique. Or la persistance de taux de chômage élevés — surtout parmi les jeunes — nuit à la formation de liens fructueux et stables avec le monde du travail. Le Printemps arabe du début de cette décennie nous rappelle que de fortes

populations d'adolescents et de jeunes adultes sont un risque important pour la stabilité sociale et politique dans les sociétés qui ne répondent pas aux attentes des individus en matière de niveau de vie, notamment dans un cadre non démocratique.

Cependant, l'avenir nous réserve peut-être bientôt un relâchement de ces tensions démographiques. Les adolescents et les jeunes adultes (15–24 ans) représentent aujourd'hui 16 % de la population mondiale — de 9 % en Espagne et 10 % en Bulgarie, en Italie, au Japon et en Slovaquie à 24 % en Micronésie et 23 % au Lesotho et au Swaziland.

Mais leur proportion recule dans toutes les régions et dans certains pays, même leur nombre absolu diminue. En 2020, les baisses les plus importantes en valeur absolue se produiront en Chine (32 millions), au Viet Nam (2,3 millions) en Russie (1,8 million), en Iran (1,7 million) et aux États-Unis (1,4 million), tandis que les baisses les plus importantes en pourcentage se produiront en Arménie (-25 %), au Moldova (-24 %) et en Géorgie (-23 %). Une évolution notable est également attendue en Corée du Sud (-15 %), à Cuba (-8 %), en Allemagne (-7 %), au Royaume-Uni (-6 %), au Japon (-4 %) et en Afrique du Sud (-3 %).

Cette évolution laisse entrevoir de meilleures opportunités éducatives et économiques, mais elle a d'autres implications, dont la perspective de travailleurs moins nombreux pour subvenir aux besoins de personnes âgées plus nombreuses. Des obligations physiques et financières croissantes pèseront sur les jeunes travailleurs, qui devront entre autres payer des impôts plus élevés pour financer les dépenses de santé et de retraite dans les systèmes par répartition. La situation sera compliquée par un glissement du pouvoir électoral des jeunes et des adultes dans la force de l'âge vers des personnes âgées dépendantes toujours plus nombreuses.

*Viellissement mondial.* Selon une enquête de 2009 auprès de démographes professionnels, le vieillissement sera le problème démographique le plus important des 20 ans à venir (les démographes basés en Afrique ont jugé que le VIH/SIDA est plus important).

En 1950, les personnes âgées (60 ans et plus) représentaient 8 % de la population mondiale. Cette proportion a augmenté progressivement pour atteindre 12 % aujourd'hui, soit environ 900 millions d'individus. Mais un net changement s'est amorcé : en 2050, environ 2,1 milliards d'individus, 22 % de la population mondiale, auront plus de 60 ans. Les Nations Unies prévoient que l'âge médian mondial, aujourd'hui proche de 30 ans, atteindra 36 ans en 2050 et que la proportion de personnes âgées augmentera partout sauf au Niger.

L'âge médian est le plus élevé au Japon, à 47 ans, et devrait atteindre 53 ans en 2050, mais il sera alors de 54 ans en Corée du Sud. En 2050, 34 pays auront un âge médian supérieur ou égal à celui du Japon actuellement. Aujourd'hui, les 15-24 ans surpassent de presque 32 % les personnes de 60 ans et plus, mais ces deux groupes seront d'égale importance en 2026, puis les plus de 60 ans seront rapidement plus nombreux que les adolescents et les jeunes adultes. Ce phénomène, qui s'est déjà produit en 1984 dans les pays avancés, est attendu pour 2035 dans les régions en développement.

### Effets indésirables

Le rapide vieillissement de la population suscite de vives préoccupations, car on a démontré à grands traits ses liens avec de nombreux facteurs indésirables comme une pénurie de main-d'œuvre, une décélération de la croissance économique, l'effondrement des marchés d'actifs, les tensions budgétaires, la débâcle financière des systèmes de retraite et de santé et la disparition des dividendes démographiques.

## Le rapide vieillissement de la population suscite de vives préoccupations.

Cela étant, le changement démographique encourage souvent des ajustements des comportements et des innovations techniques et institutionnelles compensatoires. Les prédictions catastrophiques étaient nombreuses lorsque la population est passée de 3 à 6 milliards entre 1960 et 2000. Pourtant le revenu mondial par habitant a plus que doublé en quarante ans, l'espérance de vie s'est accrue de plus de 15 ans et les taux de scolarisation dans le primaire sont quasi-universels dans de nombreux pays.

Le vieillissement de la population déclenchera sans doute des ajustements comparables. De multiples stratégies sont possibles pour alléger les charges et capter les gains de bien-être promis par l'allongement de l'espérance de vie.

La première est l'augmentation de l'épargne et celle du taux d'activité des femmes qui résulte de la baisse de la fécondité, éventuellement facilitée par des politiques permettant de mieux concilier travail et famille. Une autre consiste à accroître la population active par d'importants investissements dans la santé infantile, le niveau d'instruction et la qualité de l'enseignement. Les entreprises peuvent aussi réformer leurs pratiques en matière de ressources humaines pour mieux adapter

les lieux de travail aux personnes âgées et donner davantage de possibilités aux travailleurs de tous âges de développer et d'affûter leurs compétences. Le développement de technologies comme les «robots sociaux» qui aident les individus dans leurs activités physiques et cognitives vitales, et une nouvelle conception des villes favorisant un vieillissement plus actif et en meilleure santé viendront sans doute aussi amortir les effets du vieillissement. L'ajustement des taux de couverture, des cotisations et des prestations des systèmes de retraite et de santé publics est une autre réponse naturelle aux pressions budgétaires liées au vieillissement, même s'il peut générer des tensions intergénérationnelles.

L'augmentation de l'âge légal de la retraite peut être un puissant outil face aux tensions sur le marché du travail liées au vieillissement. L'âge du départ en retraite est remarquablement stable depuis des dizaines d'années alors que l'espérance de vie progresse à grands pas. La baisse du ratio des actifs sur les non actifs serait bien moins brutale si l'âge de la retraite passait à 70 ans dans les 25 prochaines années.

Bien sûr, ajouter des personnes âgées à la population active n'est utile que si elles sont en assez bonne santé pour être productives. Une priorité accrue à la prévention des maladies pourrait jouer un rôle important dans l'adaptation au vieillissement. Cela suppose une volonté politique favorable à des régimes alimentaires plus sains, une plus grande activité physique, la réduction de la consommation de tabac et d'alcool et le développement des vaccinations d'adultes contre la grippe, les infections pneumococciques et le zona.

Il existe également des propositions pour encourager les migrations internationales des pays «jeunes», comme en Afrique, vers les pays «vieux», comme en Europe. Ouvrir les vannes des migrations internationales est une possibilité, mais elle n'apportera sans doute pas de soulagement appréciable en raison de l'opposition sociale et politique de la plupart des pays à revenu élevé à une immigration de masse soutenue.

### Voie à suivre

L'humanité vit aujourd'hui la transformation démographique la plus importante de son histoire. Les évolutions de l'espérance de vie et de la fécondité et les phénomènes liés à l'urbanisation et aux migrations influenceront de manière décisive sur notre avenir démographique et auront d'importantes conséquences sociales, politiques, économiques et environnementales. Les défis sont colossaux, mais probablement surmontables : des ajustements comportementaux, des innovations technologiques et des réformes politiques et institutionnelles peuvent en grande partie compenser les effets négatifs et concrétiser les opportunités, mais cela nécessitera des ressources financières et un fort leadership national et mondial. Il est peu probable que les pires craintes associées à l'essor démographique et au vieillissement des populations ne se réalisent, mais il faudra beaucoup d'analyses, de débats, d'adaptation des comportements et de réformes politiques — dans le public comme dans le privé — pour nous en assurer. ■

*David E. Bloom est professeur d'économie et de démographie au Département santé et population mondiale de l'université Harvard.*